

PL'AIN D'ENERGIE
SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF
PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE
A CAPITAL VARIABLE
885 235 986 RCS « BOURG EN BRESSE »

STATUTS



19 JUIN 2020

MODIFIES LE 31 MARS 2023

PL'AIN D'ENERGIE - LAB01, 48 RUE GUSTAVE NOBLEMAIRE - 01 500 AMBERIEU-EN-BUGEY

SOMMAIRE :

Préambule :	3
<u>TITRE I : FORME - DÉNOMINATION- DURÉE - OBJET – SIÈGE SOCIAL</u>	
Article 1 : Forme.....	5
Article 2 : Dénomination	5
Article 3 : Durée	5
Article 4 : Objet	5
Article 5 : Siège social	7
Article 6 : Apports et capital social initial	7
Article 7 : Variabilité du capital.....	7
Article 8 : Capital minimum	7
Article 9 : Parts sociales.....	7
Article 10 : Nouvelles souscriptions.....	8
Article 11 : Annulation des parts	8
<u>TITRE II : ASSOCIES - ADMISSION – RETRAIT – NON-CONCURRENCE</u>	
Article 12 : Sociétaires et catégories.....	9
Article 13 : Admission des sociétaires.....	10
Article 14 : Perte de la qualité de sociétaire :	11
Article 15 : Exclusion	12
Article 16 : Remboursement des parts des anciens sociétaires et remboursements partiels des sociétaires....	12
<u>TITRE III : ADMINISTRATION ET DIRECTION</u>	
Article 17 : Président	13
Article 18 : Vice-président.....	16
Article 19 : Conseil Coopératif	16
<u>TITRE IV : ASSEMBLÉES GENERALES</u>	
Article 20 : Nature des Assemblées	19
Article 21 : Dispositions communes et générales	19
Article 22 : Assemblée Générale Ordinaire Annuelle	22
Article 23 : Assemblée Générale Extraordinaire	23
<u>TITRE V : COMMISSAIRES AUX COMPTES – RÉVISION COOPERATIVE</u>	
Article 24 : Commissaires aux comptes.....	24
Article 25 : Révision coopérative	24
<u>TITRE VI : COMPTES SOCIAUX – EXCÉDENTS - RÉSERVES</u>	
Article 26 : Exercice social.....	25
Article 27 : Documents sociaux.....	25
Article 28 : Excédents et dividendes.....	25
Article 29 : Impartageabilité des réserves.....	27

TITRE VII : DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATION

Article 30 : Perte de la moitié du capital social	27
Article 31 : Expiration de la coopérative – Dissolution.....	27
Article 32 : Arbitrage.....	27
Article 33 : Immatriculation.....	28
Article 34 : Mandat pour les actes à accomplir pour le compte de la société en cours d'immatriculation.....	28
Article 35 : Frais et droits	28
Article 36 : Nomination des premiers membres de l'organe de gouvernance	28
Annexe 1 : Listes des communes du territoire couvert	30
Annexe 2 : Règlement intérieur : visioconférence	31

AM
E

LES SOUSSIGNES ONT ÉTABLI AINSI QU'IL SUIV, LES STATUTS D'UNE SOCIÉTÉ COOPERATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE DEVANT EXISTER ENTRE EUX ET TOUTE PERSONNE QUI VIENDRAIT ULTERIEUREMENT A ACQUÉRIR LA QUALITÉ DE SOCIÉTAIRE.

PRÉAMBULE

Contexte général :

Si le modèle du financement partagé d'installation d'énergie renouvelable est déjà bien établi dans plusieurs pays Européens (notamment en Allemagne), il est actuellement en pleine expansion en France. Il permet de mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire : collectivités, entreprises, associations, particuliers, autour de projets structurants et œuvrant pour la transition énergétique. La philosophie de ces projets repose sur l'adage « Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin ». L'investissement partagé permet plusieurs effets levier pour les installations d'énergie renouvelables. En effet, en comparaison de projets menés de manière individuelle, l'impact de chaque Euro investi dans des projets participatifs et citoyens permet :

- la production de quantité d'énergie plus importante,
- des installations de meilleure qualité avec la possibilité de bénéficier d'accompagnements techniques plus poussés,
- un suivi plus précis du fonctionnement des installations,
- une visibilité accrue sur le territoire,
- un plus grand nombre de citoyens participants quelques soient leurs moyens financiers et propriété des toitures
- la création d'une dynamique globale pour la transition énergétique sur les territoires concernés par une sensibilisation des habitants et des réunions publiques.

Historique de la démarche :

Suite à la réflexion concernant des projets de groupements citoyens pour l'installation solaire photovoltaïque dans la plaine de l'Ain, une association nommée Association Citoyenne pour les Énergies Renouvelables de la Plaine de l'Ain (ACERPA) a été constituée en décembre 2018. Cette association regroupe des citoyens œuvrant sur une base volontaire pour promouvoir les énergies renouvelables, l'efficacité et la sobriété énergétique.

L'ACERPA se donne comme objectif de développer les énergies renouvelables dans la Plaine de l'Ain, s'inscrivant à la fois dans les objectifs généraux du développement durable définis par l'ONU et, plus précisément, dans le Plan Climat Air Énergie Territorial de la Communauté de Communes de la Plaine de l'Ain. Elle intègre l'accord de Paris sur le Climat et la loi de transition énergétique.

À la suite d'un certain nombre de réunions publiques, l'ACERPA était composée début 2020 de plus de 50 adhérents ou citoyens désireux de promouvoir la transition énergétique localement au travers d'installations de production d'électricité photovoltaïques.

Après sollicitation de nombreux élus et l'évaluation de pré-faisabilité de plusieurs toitures, les membres du conseil coopératif de l'ACERPA ont pu évaluer le projet d'une première tranche d'installation pour équiper cinq à six toitures et la création d'une société permettant de concrétiser ce projet.

La société Pl'Ain d'Energie, faisant l'objet de ces statuts est la résultante du travail de préparation de l'association ACERPA.

La création d'une association, puis de cette Scic SAS est une aventure collective pour la production d'énergies renouvelables. Notre société coopérative regroupe non seulement des particuliers, sociétaires, des associations, d'autres sociétés mais aussi des collectivités territoriales pour le bien commun s'exerçant dans un multi sociétariat dynamique.

Notre démarche a pour finalité que les citoyens, et en particulier les habitants du territoire ainsi que tous les acteurs économiques et politiques locaux, s'approprient la maîtrise de l'énergie, qu'ils l'utilisent dans le cadre d'une production renouvelable et d'une consommation raisonnée.

Finalité d'intérêt collectif de la SCIC :

Le but est de créer une société de production d'énergie d'origine renouvelable d'intérêt collectif, dans un esprit participatif et coopératif.

Ouverte à tous, cette société doit avant tout permettre aux citoyens du territoire de prendre en main leurs besoins énergétiques et d'en conserver le contrôle. Elle donnera la priorité à des partenariats locaux, et recherchera les meilleures coopérations avec des organismes solidaires impliqués dans la transition énergétique.

Les finalités recherchées par la SCIC Pl'Ain d'Energie : aller vers un territoire à énergie positive.

Une volonté de « démocratie énergétique » : La SCIC Pl'Ain d'Energie permettra à tous les habitants du territoire qui le souhaitent d'investir dans le développement des énergies renouvelables, ceci même s'ils ne sont pas eux même propriétaires de leur habitation.

Le projet se distingue par ses objectifs de développement local. Les retombées économiques des projets profiteront principalement au territoire (emplois, recettes de la vente d'énergie, gains en termes d'image, etc.).

Pl'Ain d'Energie revendique son appartenance à l'économie sociale et solidaire.

La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique : La SCIC Pl'Ain d'Energie a pour objectif de contribuer à engager son territoire d'intervention sur la voie de la transition énergétique. L'objectif est de devenir, à terme, un territoire à énergie positive. Cela signifie que les besoins d'énergie ont été réduits au maximum et sont couverts par les énergies renouvelables locales.

Les valeurs et principes coopératifs :

Le choix de la forme de société coopérative d'intérêt collectif constitue une adhésion à des valeurs coopératives fondamentales tels qu'elles sont définies par l'Alliance Coopérative Internationale avec notamment :

- la prééminence de la personne humaine ;
- la démocratie ;
- la solidarité ;
- un sociétariat multiple ayant pour finalité l'intérêt collectif au-delà de l'intérêt personnel de ses membres ;
- l'intégration sociale, économique et culturelle, dans un territoire déterminé par l'objet social.

Le statut SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) se trouve en parfaite adéquation, par son organisation et ses objectifs, avec le projet présenté ci-dessus.

Ces valeurs et principes pourront être précisés éventuellement ultérieurement par la rédaction d'une Charte spécifique mais la société Pl'Ain d'Energie adhère aux valeurs et principe de la Charte Centrales Villageoises en date du 30/04/2020.

TITRE I

FORME - DÉNOMINATION- DURÉE - OBJET – SIÈGE SOCIAL

Article 1 : Forme

Il est créé entre les soussignés et il existe entre eux, et ceux qui deviendront par la suite sociétaires, une Société Coopérative d'Intérêt Collectif par action simplifiée, à capital variable régie par :

- les présents statuts ;
- la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, notamment le Titre II ter portant statut des Scic et le décret n° 2002-241 du 21 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif ;
- la loi 2001-624 du 17 juillet 2001 et suivantes.
- les articles L.231-1 à L.231-8 du Code de commerce applicables aux sociétés à capital variable;
- la loi n°2014 du 31 juillet relative à l'ESS
- le livre II du Code de commerce et particulièrement les dispositions relatives aux sociétés par actions simplifiée ainsi que le décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales codifié dans la partie réglementaire du Code de commerce.

Article 2 : Dénomination

La société a pour dénomination : Centrales Villageoises de la Plaine de l'Ain, Pl'Ain d'Energie

Nom commercial : Pl'Ain d'Energie

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale ou le nom commercial, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société Coopérative d'Intérêt Collectif par Actions Simplifiée à capital variable » ou du signe « SCIC-SAS à capital variable ».

Article 3 : Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée en assemblée générale.

Article 4 : Objet

L'intérêt collectif défini en préambule se réalise notamment à travers l'objet de la société coopérative d'intérêt collectif qui est de ce fait multiple :

- Implantation sur le domaine public ou privé et exploitation de moyens de production d'énergie renouvelable
- Production d'électricité et de chaleur à partir de ressources renouvelables ;
- L'installation et l'exploitation de dispositifs de production d'énergie renouvelable et la vente de l'énergie produite,
- Création d'une dynamique citoyenne, coopérative et partenariale résolue en matière de transition énergétique territoriale ;
- Diffusion de l'expérience et des savoirs faire de l'entreprise pour l'essaimage des bonnes pratiques
- Conseil, information et formation en économies d'énergies et en efficacité énergétique ;
- Dans le cadre d'opérations d'autoconsommation collective, la société peut constituer la personne morale organisatrice au sens de l'article L315-2 du code de l'énergie.

Dans ce cadre, la Société Pl'Ain d'Energie :

- Conclut et exécute la convention relative à la mise en œuvre d'une opération d'autoconsommation collective avec le gestionnaire de réseau public de distribution et indique notamment à ce dernier le choix de la clé de répartition, le périmètre de l'opération et leurs éventuelles modifications au cours du temps ; et tous les éléments utiles nécessaires ;
- Informe tous les consommateurs et producteurs concernés par le projet d'autoconsommation collective du contenu de la convention conclue avec le gestionnaire de réseau de distribution public ;
- S'engage à recueillir l'accord de tout participant pour la participation à l'autoconsommation collective et l'autorisation pour la collecte et la transmission des données de comptage ;

Au-delà des dispositions légales et des contrats pouvant être passés entre eux, elle encadre les relations entre producteurs et consommateurs et traite les prix de vente, les échéances et renouvellement de contrats ainsi que les problématiques engendrées par l'opération d'autoconsommation collective ;

La société Pl'Ain d'Energie est autorisée à mandater un tiers pour exécuter tout ou partie des actions énumérées ci-dessus en son nom et pour son compte.

Et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

La société Pl'Ain d'Energie ne peut réaliser d'investissements mobiliers ou immobiliers que sur le territoire constitué par les communes des communautés de communes Plaine de l'Ain et Rives de l'Ain, Pays du Cerdon ainsi que les communes mentionnées situées en bordure immédiate de ces 2 communautés de communes si ce territoire n'est pas couvert par un projet citoyen d'énergie renouvelable (Détail des communes dans l'Annexe 1).

Il s'agit d'une part de mettre en œuvre les moyens de production d'énergie renouvelable, les plus adaptés au territoire par l'acquisition de matériels, leur déploiement optimisé sur des surfaces publiques ou privées, louées (à l'exception des terrains cultivables), en préservant autant que possible la biodiversité, le suivi et la maintenance de ces matériels, la préservation de l'intégrité des surfaces louées en fin de bail, le recyclage des équipements en fin de vie, l'achat et la vente d'énergie dans le meilleur intérêt de ses sociétaires et le respect des présents statuts.

Il peut être étendu à l'apport de ses compétences à des initiatives privées pourvu qu'elles soient en cohérence avec ses finalités, et concourent au développement de l'autonomie énergétique du territoire. Notre société coopérative d'intérêt collectif se structure autour de la prééminence de l'être humain, de la démocratie, de la solidarité.

Notre société coopérative d'intérêt collectif recherchera la meilleure implication des habitants et des acteurs du territoire. Pour cela elle nouera des partenariats pédagogiques afin d'apporter à ses membres les moyens d'une implication durable et efficace dans le projet et d'informer les habitants sur les enjeux de la transition énergétique.

L'objet de la Société rend celle-ci éligible aux conventions, agréments et habilitations mentionnées à l'article 19 quinquies de la loi du 10 septembre 1947.

Article 5 : Siège social

Le siège social est fixé à Maison des entreprises LAB01, 48 Rue Gustave Noblemaire - 01500 Ambérieu-en-Bugey

Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire (cf article 4) par décision du conseil coopératif sous réserve de ratification par la plus proche Assemblée Générale ordinaire.

Article 6 : Apports et capital social initial

Le capital social initial a été fixé à 14 000 euros divisé en 140 parts de 100 euros chacune, non numérotées en raison de la variabilité du capital social et réparties entre les sociétaires proportionnellement à leurs apports.

Apports en numéraire

Le total du capital initial libéré est de 14 000 € ainsi qu'il est attesté par la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté, Agence d'Ambérieu en Bugey, 55-57 rue A. Berard, 01500 Ambérieu en Bugey, le 13 juin 2020 date à laquelle a été établie l'attestation de dépôt.

Article 7 : Variabilité du capital

Le capital est variable. Il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les sociétaires, soit par l'admission de nouveaux sociétaires.

Le capital peut diminuer à la suite de retraits, perte de la qualité de sociétaire, exclusions, décès et remboursements, dans les cas prévus par la loi et les statuts sous réserve des limites et conditions prévues ci-après.

Article 8 : Capital minimum

Le capital social ne peut être réduit par la reprise des apports des associés sortants à une somme inférieure au quart du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la coopérative.

Par application de l'article 7 de la loi du 10 septembre 1947 modifié par la loi n° 2008-679 du 3 juillet 2008, les coopératives constituées sous forme de sociétés à capital variable régies par les articles L.231-1 et suivants du Code de commerce ne sont pas tenues de fixer dans leurs statuts le montant maximal que peut atteindre leur capital.

Article 9 : Parts sociales

9.1 Valeur nominale et souscription

La valeur des parts sociales est uniforme et définie à 100 euros par part.

Aucun sociétaire n'est tenu de souscrire et libérer plus d'une seule part lors de son admission.

La responsabilité de chaque sociétaire ou détenteur de parts est limitée à la valeur des parts qu'il a souscrites ou acquises.

Les parts sociales sont nominatives et indivisibles. La coopérative ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elle.

Dans le cas d'acquisition de part(s) sociale(s) effectuée(s) au nom d'un mineur par le, ou les parents, ou responsables légaux, les parts du mineur sont administrées par ses parents d'une manière légale "pure et simple". Le ou les responsable(s) légaux du mineur ont également la jouissance de ces parts sociales ; toutefois cette jouissance des biens cesse deux ans avant la majorité, à l'âge de 16 ans. (Cf. articles du code civil : 382-1; 387-1; 388-1-1; 496) (cf. sous-article 12.1.1)

Le titulaire de parts(s) sociales acquises en nue-propriété, mineur ou majeur, devra produire soit l'acte authentique soit la déclaration fiscale mentionnant le ou les usufruitiers.

9.2 Transmission

Les parts sociales ne sont cessibles, à titre gracieux ou onéreux, qu'entre sociétaires après agrément de la cession par le Conseil Coopératif ; nul ne pouvant être sociétaire s'il n'a pas été agréé dans les conditions statutairement prévues.

Dans le cas d'une volonté de remboursement des parts sociales par un sociétaire selon les modalités de l'article 16, la Société encourage les sociétaires à transmettre les actions à un autre sociétaire par cession à la valeur initiale de 100 euros des parts détenues.

Cette session fera l'objet d'un certificat de cession en 3 exemplaires, un pour la Société constatant le transfert de propriété des parts et le paiement, un pour le sociétaire vendeur, un pour le sociétaire existant ou nouveau sociétaire acheteur.

Le certificat de cession adressé au Président comprend les éléments suivants :

- Le nombre d'actions concernées ;
- Les informations sur le cessionnaire : nom, prénoms, adresse ou s'il s'agit d'une personne morale : dénomination, siège social, numéro R.C.S., montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- Le prix et les conditions de la cession ;

A partir de l'enregistrement du transfert des parts sociales par acceptation du certificat de cession par le Conseil coopératif, la société renvoie au sociétaire une attestation d'achat de parts. Cette attestation sera transmise soit par voie électronique, soit en version papier sur demande du sociétaire.

Le décès du sociétaire personne physique entraîne la perte de la qualité de sociétaire, les parts ne sont, en conséquence, pas transmissibles par décès mais remboursées selon les modalités de l'article 16.

Article 10 : Nouvelles souscriptions

Le capital peut augmenter par toutes souscriptions effectuées par un ou des sociétaires qui devront, comme toute souscription, obtenir l'autorisation du Conseil Coopératif. A l'issue de cette autorisation, les sociétaires pourront effectuer la libération de leur part selon les modalités décrites dans l'Article 7 et 8.

Toute souscription de parts donne lieu à la signature d'un bulletin de souscription papier ou bulletin de souscription électronique, retourné signé par le sociétaire.

Article 11 : Annulation des parts

Les parts des sociétaires retrayants, ayant perdu la qualité de sociétaire, suite à une cession ou exclus ou décédés sont annulées. Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions prévues à l'article 16.

Aucun retrait ou annulation de parts ne peut être effectué s'il a pour conséquence de faire descendre le capital social en deçà du seuil prévu à l'article 8.

TITRE II

ASSOCIES - ADMISSION – RETRAIT – NON-CONCURRENCE

Article 12 : Sociétaires et catégories

12.1 Conditions légales

La loi précise que peut être sociétaire d'une société coopérative d'intérêt collectif toute personne physique ou morale qui contribue par tout moyen à l'activité de la coopérative, notamment toute personne productrice de biens ou de services, tout salarié de la coopérative, toute personne qui bénéficie habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative, toute personne physique souhaitant participer bénévolement à son activité ou toute personne publique.

12.1.1 Éligibilité

Tous les sociétaires majeurs sont éligibles aux instances dirigeantes.

12.2 Catégories

La société coopérative d'intérêt collectif comprend au moins trois catégories de sociétaires, parmi lesquelles figurent obligatoirement les personnes qui bénéficient habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative et les salariés ou, en l'absence de personnes salariées au sein de la société, les producteurs de biens ou de services de la coopérative.

La troisième catégorie est ouverte aux associations, aux collectivités territoriales, à leurs groupements ou des établissements publics territoriaux, les structures de cette catégorie ne pourront détenir ensemble que jusqu'à 50 % du capital de la coopérative.

La société répond à ces obligations légales lors de la signature des statuts. Elle mettra tout en œuvre pour la respecter pendant l'existence de la Société.

Si, au cours de l'existence de la société, l'une de ces trois catégories de sociétaires vient à disparaître, le Président devra convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire afin de décider s'il y a lieu de régulariser la situation ou de poursuivre l'activité sous une autre forme coopérative.

Les catégories sont des groupes de sociétaires qui ont un rapport de nature distincte aux activités de la société. Leur rassemblement crée le multi sociétariat qui caractérise la Société. Ces catégories prévoient, le cas échéant, des conditions de candidature, de souscription, d'admission et de perte de qualité de sociétaire pouvant différer.

Les catégories sont exclusives les unes des autres.

La création de nouvelles catégories ainsi que la modification de ces catégories, sont décidées par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Sont définies dans la Société Pl' Ain d'Energie les catégories de sociétaires suivantes :

1. Catégorie des Bénéficiaires : Tout associés ou bénévoles ne faisant pas partie des catégories suivantes.
2. Catégorie des Producteurs ou Salariés : Salariés ou fournisseurs de biens ou de services, qui approvisionnent la SCIC et qui souhaitent s'impliquer dans la vie de la coopérative et la production d'énergies renouvelables.

3. Catégorie des Collectivités & Association : Collectivités ou tout type d'organismes publics et d'association loi 1901.

Un sociétaire qui souhaiterait changer de catégorie doit adresser sa demande au Conseil Coopératif en indiquant de quelle catégorie il souhaiterait relever. Le Conseil Coopératif est seul compétent pour décider du changement de catégorie. De la même manière le Conseil Coopératif doit changer un sociétaire de catégorie si sa nature a changé.

Article 13 : Admission des sociétaires

Tout nouveau sociétaire s'engage à souscrire et libérer au moins une part sociale lors de son admission.

13.1 Modalités d'admission

L'admission est régie par les dispositions décrites ci-dessous :

L'admission d'un nouveau sociétaire est du seul ressort du Conseil Coopératif et s'effectue dans les conditions prévues pour les délibérations ordinaires qui se prononce sur l'agrément dans un délai de 2 (deux) mois. En cas de rejet de sa candidature, qui n'a pas à être motivé, le candidat peut renouveler celle-ci tous les ans.

Lorsque la demande d'admission est motivée par la participation à une opération d'autoconsommation collective, la décision d'accepter ou non un candidat revêt un caractère purement discrétionnaire aussi les décisions de refus d'admission n'ont pas à être motivées.

Toute souscription de parts donne lieu à la signature d'un bulletin de souscription papier ou bulletin de souscription électronique par le sociétaire, ou un certificat de cession de part (cf. sous article 9.2).

A partir de l'enregistrement des parts sociales et acceptation des entrants par le Conseil coopératif, et après libération complète (paiement total) de ces parts, la société renvoie au sociétaire une attestation d'achat de parts soit par voie électronique, soit en version papier sur demande du sociétaire.

Le statut de sociétaire confère la qualité de coopérateur. Le conjoint d'un sociétaire coopérateur n'a pas en tant que conjoint la qualité de sociétaire et n'est donc pas coopérateur. Les mêmes dispositions sont applicables en cas de PACS.

La candidature au sociétariat emporte acceptation des statuts et le cas échéant du règlement intérieur et de la Charte de la Société.

13.2 : Admission d'un sociétaire participant à une opération d'autoconsommation collective

Toute personne souhaitant participer à une opération d'autoconsommation collective dont la présente société est la Personne Morale Organisatrice et/ou le producteur d'énergie doit être sociétaire de Pl'Ain d'Énergie.

Elle doit en effectuer la demande auprès du conseil coopératif. Elle doit intégrer le formulaire d'entrée dûment rempli, dans laquelle la personne s'engage à communiquer toutes les données de comptage nécessaires à la bonne réalisation de l'opération et à respecter les clauses du contrat de vente d'électricité que lui propose la société Pl'Ain d'Énergie.

Article 14 : Perte de la qualité de sociétaire :

La qualité de sociétaire se perd :

- par la démission de cette qualité, notifiée par écrit à la société ou au Président et qui prend effet immédiatement, sous réserve des dispositions de l'article 11;
- par le décès du sociétaire personne physique ;
- par la décision de liquidation judiciaire du sociétaire personne morale ;
- par la dissolution de la collectivité ou association sociétaire en tant que personne morale ;
- par l'exclusion prononcée dans les conditions de l'article 15;
- par la transmission totale des parts dans les conditions du sous article 9.2
- par la perte de plein droit de la qualité de sociétaire.

La perte de qualité de sociétaire intervient de plein droit :

- lorsqu'un sociétaire a réalisé une demande de remboursement, que celle-ci a été validée et le montant correspondant à la valeur totale des parts sociales libérées;
- lorsqu'un sociétaire cesse de remplir l'une des conditions requises aux articles 9 et 12;
- pour le sociétaire salarié à la date de la cessation de son contrat de travail, quelle que soit la cause de la rupture de son contrat. Néanmoins, s'il souhaite rester sociétaire et dès lors qu'il remplit les conditions de l'article 12, le salarié pourra demander un changement de catégorie de sociétaires au Conseil Coopératif seul compétent pour décider du changement de catégorie et qui devra se prononcer avant la fin du préavis ;
- pour toute association loi 1901 n'ayant plus aucune activité;

Dans tous les cas, la perte de plein droit de la qualité de sociétaire est constatée par le Conseil Coopératif qui en informe les intéressés par lettre simple ou courrier électronique.

Les dispositions ci-dessus ne font pas échec à celles de l'article 8 relatives au capital minimum.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle statuant sur les comptes de l'exercice, le Conseil Coopératif communique un état complet du sociétariat indiquant notamment le nombre des sociétaires de chaque catégorie ayant perdu la qualité de sociétaire.

14.1 : perte de la qualité de membre d'une opération d'autoconsommation collective

La perte de la qualité d'associé au titre de l'article 14 vaut également sortie de l'opération d'autoconsommation collective dans laquelle le sociétaire était impliqué.

Tout sociétaire impliqué dans une opération d'autoconsommation collective peut décider d'en sortir selon les clauses précisées dans son contrat d'achat d'électricité, sans que cela modifie pour autant sa qualité d'associé dans la présente société.

Un sociétaire, peut perdre la qualité de membre d'une opération d'ACC s'il n'a pas tenu les engagements de son contrat d'ACC.

Article 15 : Exclusion

Le Conseil Coopératif, peut toujours exclure un sociétaire qui aura causé un préjudice matériel ou moral à la société. Le fait qui entraîne l'exclusion est constaté par le Conseil Coopératif qui est habilité à demander toutes justifications à l'intéressé nonobstant l'application des articles L812-5-1 et L131-14 du code de commerce relatif à l'obligation de non-concurrence. Pour cette procédure le Conseil Coopératif doit avoir son quorum. (Cf. sous-article 19.3 et 19.6).

Une convocation spécifique doit être préalablement adressée dans un délai de 1 mois à l'intéressé afin qu'il puisse présenter sa défense. L'absence du sociétaire lors de la délibération du Conseil est sans effet sur la délibération du Conseil. Le Conseil Coopératif apprécie librement l'existence du préjudice.

La perte de la qualité de sociétaire intervient dans ce cas à la date du Conseil qui a prononcé l'exclusion. Les exclusions seront mentionnées en Assemblée Générale Annuelle.

Article 16 : Remboursement des parts des anciens sociétaires et remboursements partiels des sociétaires

16.1 Montant des sommes à rembourser

Le montant du capital à rembourser aux sociétaires dans les cas prévus aux articles 11 et 15 et sous-article 9.2, est arrêté à la date de clôture de l'exercice au cours duquel la perte de la qualité de sociétaire est devenue définitive ou au cours duquel le sociétaire a demandé un remboursement partiel ou total de son capital social.

Les sociétaires ont droit au remboursement du montant nominal de leurs parts, après déduction des pertes éventuelles apparaissant à la clôture de l'exercice.

Pour le calcul de la valeur de remboursement de la part, les pertes de la Société s'imputent prioritairement pour partie sur les réserves statutaires et ensuite pour partie sur le capital.

En aucun cas les réserves impartageables peuvent être ponctionnées pour le remboursement des parts.

Dans le cas de l'atteinte du montant de capital minimum de l'article 8, le montant des parts sociales remboursables ne pourra être effectué.

Dans le cas du décès de l'un des sociétaires, ses héritiers devront prendre contact avec la société afin de procéder au remboursement des parts au bénéfice des héritiers ou ayant droits.

16.2 Conditions et modalités de remboursement des parts

En-dehors des cas prévus dans les articles 11, 15 et 16, l'ex-sociétaire ou le sociétaire doit faire la demande de remboursement partiel ou total par lettre recommandée avec accusé réception adressée à la société ou remise en main propre contre décharge. La réception de ce courrier doit se faire au minimum un mois avant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et avant publication de son ordre du jour.

Les remboursements partiels ou totaux sont soumis à autorisation préalable du Conseil Coopératif. La libération du remboursement partiel ou total sera réalisée à la suite de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, après présentation des comptes, de l'évolution de l'actionnariat et des résolutions.

Si l'Assemblée générale vote une distribution des dividendes sur l'exercice en cours, les dividendes seront ajoutés au montant nominal à rembourser pour les actions détenues en fin d'exercice.

16.3 Pertes survenant dans le délai de 5 ans

S'il survenait dans un délai de cinq années suivant la perte de la qualité de sociétaire, des pertes se rapportant aux exercices durant lesquels l'intéressé était sociétaire de la coopérative, la valeur du capital à rembourser serait diminuée proportionnellement à ces pertes. Au cas où tout ou partie des parts de l'ancien sociétaire auraient déjà été remboursées, la coopérative serait en droit d'exiger le reversement du trop-perçu.

16.4 Ordre chronologique des remboursements et suspension des remboursements

Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique de réception des demandes de remboursement partiel ou total, la date de réception du courrier recommandé ou décharge faisant foi. Ils ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital à un montant inférieur au minimum prévu à l'article 8. Dans ce cas, l'annulation et le remboursement des parts ne sont effectués qu'à concurrence de souscriptions nouvelles permettant de maintenir le capital au moins à ce minimum.

16.5 Délai de blocage / remboursement des parts sociales

Dans l'ensemble des communications et informations préalables à la prise de part(s) sociale(s), il a été précisé que celles-ci seront bloquées pour une durée de 3 ans à partir de la date de création de la Société, sans possibilité de remboursement partiel ou total ; ceci afin d'en assurer la pérennité lors de son démarrage.

En conséquence, les anciens sociétaires et leurs ayants droit ne peuvent exiger, avant un délai de 3 ans à compter de la date de création de la Société, le règlement des sommes leur restant dues sur le remboursement de leurs parts, sauf décision de remboursement anticipé exceptionnel prise par le Conseil Coopératif.

Cette décision de remboursement anticipé exceptionnel par le Conseil Coopératif peut par exemple être prise dans des cas exceptionnels de perte d'activité ou cessation d'activité du sociétaire ou de son conjoint.

Le montant dû aux anciens sociétaires ou aux sociétaires ayant demandé un remboursement partiel ne porte pas intérêt.

TITRE III ADMINISTRATION ET DIRECTION
--

Article 17 : Président

17.1 Nomination

La société coopérative est administrée par un Président, personne physique, sociétaire de la société coopérative, conformément à l'article L227-6 du code du commerce.

Le Président est éventuellement secondé par un Vice-président.

Le premier Président est nommé par les soussignés jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

Le Président est élu parmi les sociétaires membres du Conseil Coopératif pour une durée de 3 ans. Il est rééligible.

Ses fonctions prennent fin à l'issue de la dernière Assemblée Générale Ordinaire Annuelle tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les prétendants à la présidence de la société coopérative pourront déclarer leur candidature jusqu'en début de séance du Conseil Coopératif, réuni pour la circonstance.

Le Président est élu par le Conseil Coopératif à bulletins secrets parmi les membres du Conseil Coopératif, à la majorité simple des présents et représentés. Le nombre de votants doit être supérieur ou égal au quorum exigé pour le Conseil Coopératif. (Cf. sous-article 19.6)

En cas de scrutins égalitaires sur un seul candidat, celui-ci est élu Président.

En cas d'égalité de voix sur plusieurs candidats : un deuxième tour de scrutin est organisé selon les mêmes modalités.

Dans le cas d'égalité de voix au deuxième tour de scrutin sur plusieurs candidats, l'élection sera exceptionnellement soumise au vote de l'Assemblée Générale Extraordinaire des sociétaires et non plus seulement au Conseil Coopératif. Le troisième tour de vote devra alors être organisé par une convocation d'une Assemblée Générale Extraordinaire. L'élection du président se fera par vote à bulletin secret à majorité simple des présents et représentés.

17.2 Révocation et démission

Seul le Conseil Coopératif a le pouvoir de révoquer le président.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois, L'élection du nouveau Président se fait selon le sous-article 17.1.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique ;
- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale ;
- Exclusion du Président associé.

Le Conseil Coopératif révoque son président à bulletins secrets à la majorité simple parmi les présents ou représentés. Le nombre de votants doit être supérieur ou égal au quorum du Conseil Coopératif. (cf. 19.6)

En cas d'égalité de voix : un deuxième tour de scrutin est organisé sur les mêmes modalités.

La révocation entraîne l'élection d'un nouveau Président lors d'un Conseil Coopératif spécifique. L'ordre du jour de ces deux Conseils Coopératifs doit être transmis aux membres du Conseil Coopératif au préalable.

17.3 Pouvoirs du Président

Le président dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la coopérative dans les limites de son objet social sous la réserve des pouvoirs conférés à l'assemblée des sociétaires par la loi et les statuts. Le conseil coopératif peut limiter ses pouvoirs, mais cette limitation n'est pas opposable aux tiers.

La société est engagée aussi par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social de la société, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président assure la direction de l'ensemble des services et le fonctionnement régulier de la société. Il représente et engage la société dans ses rapports avec les tiers. Le conseil coopératif au regard de l'art. 17.3 doit toutefois donner son accord pour les investissements ou engagements supérieurs à la limite fixée par le règlement intérieur de la société.

Le Président organise et dirige les travaux du conseil coopératif, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il a, notamment, le pouvoir de convoquer le conseil coopératif à la requête de ses membres dans les conditions énumérées au sous-article 19.5. Il communique aux commissaires aux comptes les conventions autorisées par le conseil.

Le Président transmet les orientations aussi bien sociales qu'économiques au conseil coopératif, contrôle la bonne gestion, et la mise en œuvre des orientations définies par le conseil coopératif.

Le Président veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les membres du conseil coopératif sont en mesure de remplir leur mission.

Le président s'assure que l'ensemble des activités et décisions structurantes soient soumises au Conseil Coopératif.

17.4 Rémunération du Président

Dans le principe, les membres du conseil y compris le Président sont bénévoles. Si une rémunération devait être allouée au Président, seule l'assemblée Générale Ordinaire Annuelle pourrait en fixer le montant. Le président aura droit au remboursement des frais occasionnés dans l'exercice de ses fonctions sur présentation des justificatifs comptabilisés. Dans tous les cas, la politique de rémunération du Président, comme des salariés, doit satisfaire aux conditions définies à l'article L. 3332-17-1 du Code du travail.

Article 18 : Vice-président

Le cas échéant, le Vice-président agit sous l'autorité du Président. Son action et sa communication doivent être en cohérence avec les orientations prises par le Président.

Le Vice-président seconde le Président dans toutes les tâches qui lui incombent. De plus le Vice-président remplace le Président si ce dernier est empêché, ou si le Président demande spécifiquement son assistance.

18.1 Nomination

Le Vice-président est nommé selon la même procédure que le Président (cf. sous article 17.1).

18.2 Révocation

Le Vice-président est révoqué selon la même procédure que le Président (cf. sous article 17.2).

18.3 Pouvoir du Vice-président

En l'absence circonstanciée du Président, le Vice-président dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la coopérative, dans les limites de son objet social, sous la réserve des pouvoirs conférés à l'assemblée des sociétaires par la loi et les statuts (subrogation).

Article 19 : Conseil Coopératif

19.1 Composition du Conseil Coopératif

Il est institué un Conseil Coopératif composé de 5 membres au moins, et de 15 membres au plus, élus par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des sociétaires. (Cf. sous-articles 19.2 et 22.3)

Lorsque la société Pl'Ain d'Energie est Personne Morale Organisatrice et/ou producteur d'énergie, d'autoconsommation collective, le Conseil Coopératif s'efforce d'assurer une représentativité des comités consultatifs afférents au sein de ses membres. (Cf. 19.8 + voir annexe 2 aux statuts)

Pour le premier Conseil Coopératif les membres sont nommés par les soussignés jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

Les membres du Conseil Coopératif sont élus pour une durée de 3 ans et désignés parmi les sociétaires personnes physiques ou personnes morales en respect du sous article 12.1.1 (sauf disposition ci-dessous pour la première année). Les sortants sont rééligibles.

En cas de places vacantes, un vote lors l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle désignera de nouveaux membres au Conseil Coopératif.

Lorsqu'une personne morale siège au sein du Conseil Coopératif, elle est représentée par son représentant légal ou par une personne mandatée par lui.

Tout associé salarié peut être élu en qualité de membre du conseil coopératif sans perdre, le cas échéant, le bénéfice de son contrat de travail.

La démission, le non-renouvellement ou la révocation des fonctions de membre du conseil coopératif ne porte pas atteinte au contrat de travail éventuellement conclu par l'intéressé avec la Société, qu'il ait été suspendu ou qu'il se soit poursuivi parallèlement à l'exercice du mandat.

19.2 Modalités d'élection des membres du Conseil Coopératif

L'élection des membres du Conseil Coopératif se fait à la majorité simple des présents ou représentés, individuellement par bulletins secrets lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle. Les candidatures sont individuelles et sont communiquées au Conseil Coopératif au moins 1 mois avant la date de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

Les sociétaires sont informés de cette élection et des différentes candidatures par le Conseil Coopératif via l'ordre de jour de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle conformément à l'article 22.

19.3 Modalité de révocation et démission des membres du Conseil Coopératif

En cas d'absence de 3 réunions non excusées du Conseil minimum, d'un des membres du Conseil Coopératif, le Conseil peut procéder à la révocation de ce membre après information préalable du Conseil et de l'intéressé. La révocation est soumise au vote à majorité simple du Conseil Coopératif. Ce vote est soumis au quorum du Conseil Coopératif (cf. sous-articles 19.6).

Les membres du Conseil Coopératif peuvent démissionner de leur mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois.

19.4 Président du Conseil Coopératif

Le Président de la société cumule son mandat avec celui de Président du Conseil Coopératif.

19.5 Fonctionnement du Conseil Coopératif

Les fonctions de membre du Conseil Coopératif sont exercées à titre bénévole. Toutefois, ils auront droit au remboursement des frais occasionnés dans l'exercice de leurs fonctions sur présentation des justificatifs comptabilisés.

Le Conseil Coopératif est convoqué par tout moyen par le Président en indiquant précisément le lieu, la date et l'heure. Il peut également être convoqué par la moitié de ses membres (arrondi à l'entier inférieur). L'auteur de la convocation arrête l'ordre du jour de la réunion.

En cas d'absence du Président, le Vice-président préside la séance. En cas d'absence des Président et Vice-président, le conseil coopératif désigne, parmi ses membres, le président de séance.

Le Conseil Coopératif peut être convoqué à tout moment sous réserve de respecter un délai de prévenance minimum de 48 heures. Les réunions téléphoniques ou par video-conférences sont admises. Les membres participant à distance sont dès lors considérés comme présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Le Conseil Coopératif se réunit au moins une fois par trimestre pour entendre le rapport du Président sur la marche de la société.

Les délibérations du Conseil Coopératif sont prises à la majorité simple des membres présents, réputés présents ou représentés. En cas d'égalité des voix, la résolution n'est pas adoptée et devra être soumise à un vote ultérieur.

19.6 Quorum

Le quorum du Conseil Coopératif est fixé à 66 % des membres du Conseil arrondi à l'entier inférieur.

19.7 Mission du Conseil Coopératif

Les attributions du Conseil Coopératif font l'objet d'un visa exprès dans les statuts. A ce titre, notamment, le Conseil Coopératif :

- Fixe les grandes orientations de la SCIC
- Participe activement à la gestion de la société et aux votes de délibération des décisions structurantes
- Décide la constitution et les attributions de compétences de comités ou commissions facilitant la gestion de la Société
- Organise la participation et les votes de ses membres, sur les décisions relatives à la gestion de la société
- Décide de la politique sociale de la SCIC
- Suit la gestion trimestrielle avec le Président
- Convoque les Assemblées
- Examine l'admission des nouveaux sociétaires
- Elabore et suit le tableau de bord de gestion de la trésorerie
- Fixe et valide le budget annuel de fonctionnement et d'investissement

- Valide la transmission des parts sociales conformément au sous article 9.2
- Valide le remboursement partiel ou total des parts sociales selon les conditions de l'article 16
- Autorise un sociétaire à changer de catégorie
- Détermine le changement de catégorie d'un associé ayant changé de statut
- Émet un avis sur les comptes sociaux et l'exercice, rapporté par le Président, du mandat qui lui a été confié
- Propose la répartition du résultat à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle conformément aux statuts
- Élit et révoque le Président et le Vice-président
- Révoque un ou des membres conformément au sous article 19.3
- Elabore le règlement Intérieur de la société le cas échéant
- Elabore la Charte des valeurs de la société, le cas échéant
- Le conseil coopératif peut organiser une visioconférence pour les assemblées en adéquation avec le règlement intérieur (voir annexe 2).
- Le conseil coopératif peut organiser le vote en ligne.

19.7.1 Lorsque Pl'Ain d'Energie est personne morale organisatrice dans des opérations d'autoconsommation collective et/ou producteur :

- Le Conseil coopératif décide des modalités de mise en œuvre de chaque opération d'autoconsommation collective.
- Le Conseil coopératif est légitime pour valider l'entrée des participants dans une telle opération, de discuter et conclure les conventions avec le gestionnaire de réseau, de définir les contrats incluant les prix de vente de l'énergie produite, de convenir des règles de communication entre les membres d'une même opération.

19.8 Comités consultatifs pour les projets d'autoconsommation collective

Pour chaque opération d'autoconsommation collective dans laquelle la société Pl'Ain d'Energie porte la responsabilité de Personne Morale Organisatrice, et/ou de producteur d'énergie, le conseil coopératif constitue un comité consultatif composé de représentants des producteurs et consommateurs impliqués dans l'opération concernée.
Ce comité consultatif :

- Est composé des membres de l'opération d'autoconsommation collective qui ont exprimé leur intérêt pour participer à ce comité spécifique dans le formulaire d'entrée ; et ont été nommés dans ce comité ;
- Exprime un avis, auprès du conseil coopératif, sur l'admission des actionnaires qui sollicitent une participation dans l'opération d'autoconsommation collective concernée ;
- Formule un avis, auprès du conseil coopératif, sur la perte de qualité d'associé lorsqu'elle concerne l'exclusion d'un membre d'une opération d'autoconsommation collective pour manquement aux engagements du contrat d'ACC, aux dispositions des présents statuts ou pour tout autre motif portant préjudice aux intérêts moraux et matériels de la société ;
- Propose une clé de répartition entre consommateurs et producteurs de l'opération considérée, sur la base des éléments fournis par les études préalables et mises à disposition par le conseil coopératif.

TITRE IV ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Article 20 : Nature des Assemblées

Les Assemblées Générales sont : Ordinaire Annuelle ou Extraordinaire.

Article 21 : Dispositions communes et générales

21.1 Composition

Les assemblées se composent de tous les sociétaires sur la base de la liste des sociétaires arrêtée par le Conseil Coopératif le 16ème jour qui précède la réunion de l'Assemblée.

21.2 Date, convocations et lieu de réunion

Les assemblées peuvent se tenir physiquement et/ou par visioconférence selon les modalités ci-dessous et suivant les éléments du règlement intérieur en annexe.

Le Conseil Coopératif fixe les dates et lieux de réunion des différentes Assemblées. Le Conseil Coopératif doit annoncer aux sociétaires la date des Assemblées un mois et demi au préalable.

Les sociétaires sont convoqués par le Conseil Coopératif.

A défaut d'être convoquée par le Conseil Coopératif, l'Assemblée peut également être convoquée par :

- les commissaires aux comptes ;
- un mandataire de justice désigné par le tribunal de commerce statuant en référé,
- un ou plusieurs sociétaires réunissant au moins 5 % du capital social ;
- un administrateur provisoire ;
- le liquidateur.

La première convocation de toute Assemblée est faite par courrier électronique ou à défaut par lettre simple adressée aux sociétaires quinze jours au moins avant la date de réunion. Si une deuxième Assemblée doit être convoquée, ce délai est d'au moins dix jours.

La convocation électronique est subordonnée à l'accord préalable des sociétaires et à la communication de leur adresse électronique. Il est possible de revenir à tout moment sur cet accord en informant le Conseil Coopératif par lettre simple.

Les convocations doivent mentionner la date, l'heure, le lieu de réunion et la nature de l'Assemblée. Celui-ci peut être le siège de la société ou tout autre local situé dans le même département, ou encore tout autre lieu approprié pour cette réunion.

21.3 Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.
Il y est porté les propositions émanant du Conseil Coopératif.

Les points ou projets de résolution qui auraient été communiqués vingt-cinq jours au moins à l'avance par un ou plusieurs sociétaires seront soumis à l'examen du Conseil Coopératif qui décidera s'il y a lieu de les ajouter aux résolutions de l'ordre du jour.

21.4 Bureau formé pour les assemblées

L'Assemblée est présidée par le Président, à défaut par le vice-président ou le doyen des membres du Conseil Coopératif. Le bureau est composé du Président et de deux scrutateurs acceptants choisis parmi les sociétaires. Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des sociétaires.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'Assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

21.5 Feuille de présence

Il est tenu une feuille de présence comportant les noms, prénoms et domiciles des sociétaires et le nombre de voix dont ils disposent s'ils représentent des sociétaires empêchés (cf. 21.8 et 21.11). Elle est signée par tous les sociétaires présents, tant pour eux-mêmes que pour ceux qu'ils peuvent représenter.

Dans le cas d'un sociétaire assistant à l'assemblée en visioconférence, la feuille de présence doit comporter le mot "visio" dans l'emplacement "signature".

Elle est certifiée par le bureau de l'Assemblée, déposée au siège social et communiquée à tout requérant.

21.6 Délibérations

Il ne peut être délibéré que sur les questions et résolutions portées à l'ordre du jour.

21.7 Modalités de votes

La procédure de vote concernant l'élection de personnes a toujours lieu à bulletins secrets.

Les modalités de chacune des Assemblées sont précisées dans les sous-articles 22.3 et 23.2.

Les abstentions, les votes blancs et les bulletins nuls sont comptabilisés mais ne rentrent pas en compte dans l'adoption de la résolution.

Le sociétaire désirant voter par correspondance, doit avertir le Conseil Coopératif un mois avant l'assemblée.

Opérations de vote en visioconférence :

Pl'Ain d'Energie peut prévoir la mise en place de vote en visioconférence en vertu de l'article L. 225-37 du code de commerce. Pour cela le conseil coopératif a adopté un règlement intérieur fixant les modalités pratiques en annexe des statuts.

Toutefois, cette faculté est légalement écartée pour l'adoption de certaines décisions notamment concernant l'arrêté des comptes sociaux et consolidés, et l'établissement des rapports de gestion sociaux et consolidés (code de commerce art. L. 225-37, al. 3).

S'agissant des moyens de visioconférence ou de télécommunications, les délibérations peuvent se tenir dès lors que les moyens techniques mis en œuvre transmettent au moins la voix des participants et permettent la retransmission continue et simultanée du déroulement de l'assemblée (code de

commerce, art. R. 225-21). Ainsi, sont réputés présents et comptés comme tels pour le calcul du quorum les sociétaires participant à distance et en temps réel à l'assemblée.

Le procès-verbal de la séance doit mentionner le nom des sociétaires présents physiquement ou par des moyens électroniques, excusés ou absents, ainsi que la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à une visioconférence ou à une télécommunication lorsqu'il a perturbé le déroulement de la séance (code, art. R. 225-23).

L'exigence de la transmission au minimum de la voix exclut la participation à l'assemblée par messagerie électronique ou encore par télécopie. En revanche, le basculement en conférence téléphonique répond aux exigences du texte.

Les votes en ligne :

Des opérations de vote en ligne peuvent être mises en place par le conseil coopératif après information aux sociétaires au moins 15 jours avant la date d'une assemblée et selon les dispositions légales ou réglementaires en vigueur.

Les sous-articles 22.3 et 23.2 précisent des modalités particulières pour chacune des deux assemblées.

21.8 Droit de vote

Chaque sociétaire a droit de vote dans toutes les Assemblées avec une voix (quel que soit le nombre de parts sociales détenues) à l'exception des sociétaires dont la souscription n'aurait pas été validée par le conseil coopératif en amont de la date de l'Assemblée.

21.9 Procès-verbaux

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux établis par les membres du bureau et signés par eux.

Ils sont portés sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions réglementaires.

Si, à défaut du quorum requis, une assemblée ne peut délibérer régulièrement, il en est dressé procès-verbal par le bureau de ladite assemblée. (Cf. 23.1)

21.10 Effet des délibérations

Les assemblées régulièrement convoquées et constituées représentent l'universalité des sociétaires et ses décisions obligent même les absents, incapables ou dissidents.

21.11 Pouvoirs

Un sociétaire empêché de participer personnellement à une des assemblées peut se faire représenter par un autre sociétaire, son conjoint ou son partenaire de PACS, présent à l'assemblée.

Un sociétaire présent ne peut bénéficier que de 2 pouvoirs de sociétaires absents.

Les pouvoirs de vote doivent être manuscrits, comporter la date de l'assemblée, le nom du représentant et être signés du représenté.

Les pouvoirs de vote doivent être reçus avant l'ouverture de séance par le Président et être recensés sur la liste d'émargement sous la rubrique "pouvoirs de vote" : en face du nom du représentant doit comporter le ou les noms du ou des sociétaire(s) représenté(s).

Article 22 : Assemblée Générale Ordinaire Annuelle

22.1 Quorum et majorité

- Quorum :

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle ne délibère valablement que si au minimum 20 % de sociétaires (arrondi à l'entier inférieur), ayant droit de vote, sont présents ou représentés, sur première convocation.

En l'absence de quorum et sur deuxième convocation, l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle délibère valablement quel que soit le nombre de présents ou représentés. Cette assemblée peut être prorogée de deux mois. (Réf. Cc art. L227-9)

- Majorité :

Les délibérations sont prises à la majorité simple des voix des sociétaires présents ou représentés (voir modalités au sous article 21.7).

22.2 Délais

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle se tient dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

22.3 Modalités de votes

La procédure de vote concernant l'élection de personnes a toujours lieu à bulletins secrets.

Pour les votes en Assemblée générale Annuelle, hors élection de personnes, il est procédé à des votes à main levée, à majorité simple, sauf si le Conseil Coopératif décide préalablement à l'Assemblée, qu'il y a lieu de voter à bulletins secrets.

En cas de scrutin égalitaire le vote sera considéré comme favorable.

22.4 Rôle et compétence

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle prend toutes les décisions autres que celles qui sont réservées à la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire, par la loi, et les présents statuts.

Elle exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et notamment :

- constate le nombre de sociétaire et l'atteinte ou non du quorum
- approuve ou redresse les comptes,
- fixe les orientations générales de la coopérative,
- élit les membres du Conseil Coopératif,
- approuve les conventions réglementées,
- désigne les commissaires aux comptes,
- procède à l'affectation du résultat annuel en réserve et distribution de dividendes éventuels sur proposition du Conseil Coopératif (cf. article 28 et 29),
- donne quitus au Conseil Coopératif et à son Président pour sa gestion,

- constate les variations de capital de l'exercice,
- propose le rapport du réviseur (cf. Article 27),
- propose de remonter au capital, toute ou partie de la quotité disponible des réserves hors réserves légales et statutaires. (loi 92-643 art 11)
- valide le changement de siège social préalablement accepté par le conseil coopératif si ce dernier se trouve dans le département de l'Ain.

Dans le cadre de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, il est voté l'affectation du résultat en distribution de dividendes (cf. Article 28). La distribution des dividendes est liée aux nombres de parts sociales détenues au 31 décembre de l'année de l'exercice évalué. En conséquence, toutes parts sociales prises à partir du 1er Janvier ne seront comptabilisées que sur l'exercice suivant.

Article 23 : Assemblée Générale Extraordinaire

23.1 Quorum

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si au minimum 30% de sociétaires (arrondi à l'entier inférieur), ayant droit de vote, sont présents ou représentés, sur première convocation.

En l'absence de quorum, et sur deuxième convocation, l'Assemblée Générale Extraordinaire délibère valablement avec 20% de sociétaires (arrondi à l'entier inférieur), ayant droit de vote sont présents ou représentés. Cette assemblée peut être prorogée de deux mois. (réf. Cc art. L227-9).

A défaut de ce quorum, et sur troisième convocation, une troisième assemblée peut être convoquée, prorogée de deux mois au plus tard en continuant d'obéir aux mêmes règles de convocation mais en simplifiant les règles de quorum (Article L.225-96 du code de commerce), si un minimum de 10% des sociétaires (arrondi à l'entier inférieur), ayant droit de vote sont présents ou représentés.

23.2 Modalités de votes

Pour les votes en Assemblée générale Extraordinaire, les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des voix arrondi à l'entier supérieur des voix des sociétaires présents, réputés présents ou représentés. Plusieurs résolutions et plusieurs votes peuvent être regroupés afin de faciliter le scrutin.

23.3 Rôle et compétence

En référence à la loi, l'Assemblée Générale Extraordinaire des sociétaires a seule compétence pour modifier les statuts de la Société, dans les conditions des modalités de vote (art 23.2).

Elle examine les questions dont la solution ne souffre pas d'attendre la prochaine Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et/ou celles qui lui sont dévolues par la loi ou par les présents statuts.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut :

- modifier les statuts de la coopérative,
- transformer la société en une autre société coopérative ou décider sa dissolution anticipée ou sa fusion avec une autre société coopérative,
- créer de nouvelles catégories de sociétaires,
- pallier le manque d'une des catégories (cf. 12.1) ou modifier les catégories de sociétaires,
- modifier les droits de vote ou créer des collèges de vote,
- constater les pertes et prononcer la dissolution ou la poursuite d'activité et ses modalités,
- modifier la valeur nominale des parts sociales,
- modifier le siège social si ce dernier se trouve en-dehors du département de l'Ain,
- procéder, le cas échéant, à l'élection des Président et Vice-président (cf. sous-articles 17.1 et 17.2).

TITRE V

COMMISSAIRES AUX COMPTES – RÉVISION COOPERATIVE

Article 24 : Commissaires aux comptes

Conformément aux dispositions des articles L 227-9-1 et R227 du code de commerce, la société est tenue de désigner au moins un commissaire aux comptes si elle dépasse à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants : 1 000 000 € de total de bilan, 2 000 000 € de chiffres d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de 20 salariés au cours de l'exercice.

La durée des fonctions des commissaires est de six exercices. Elles sont renouvelables.

Article 25 : Révision coopérative

La coopérative fera procéder tous les 5 ans à la révision coopérative dans le cadre prévu par l'article 19 duodesimes de loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération et par le décret n°2015-706 du 22 juin 2015.

En outre, la révision coopérative devra intervenir sans délai si :

- trois exercices consécutifs font apparaître des pertes comptables;
- les pertes d'un exercice s'élèvent à 25% du montant le plus élevé atteint par le capital;
- elle est demandée par le dixième des sociétaires;
- si le ministre chargé de l'économie sociale et solidaire ou tout ministre compétent l'exige à l'égard de la coopérative en question.

Le rapport établi par le réviseur coopératif sera tenu à la disposition des sociétaires avant la date de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

Le réviseur est convoqué à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle dans les mêmes conditions que les sociétaires.

Le rapport sera lu à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, soit par le réviseur s'il est présent, soit par le Président de séance. L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en prendra acte dans une résolution.

TITRE VI COMPTES SOCIAUX – EXCÉDENTS - RÉSERVES
--

Article 26 : Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier se termine le 31 décembre.
Toutefois, le premier exercice commencera à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés pour se terminer le 31 décembre 2020.

Article 27 : Documents sociaux

L'inventaire, le bilan, le compte de résultats ainsi que le tableau de bord de trésorerie de la coopérative sont présentés à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en même temps que les rapports du Président.

Conformément à l'article R.225-89 du Code de commerce, à compter de la convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et au moins dans le délai de 15 jours qui précède la date de réunion, tout sociétaire a le droit de prendre connaissance de certains documents au siège social ou au lieu de la direction administrative, et notamment :

- le bilan;
- le compte de résultat et l'annexe;
- les documents annexés le cas échéant à ces comptes;
- le rapport de révision ;
- un tableau d'affectation de résultat précisant notamment l'origine des sommes dont la distribution est proposée, la mise en réserve et les éventuelles distributions de dividendes.

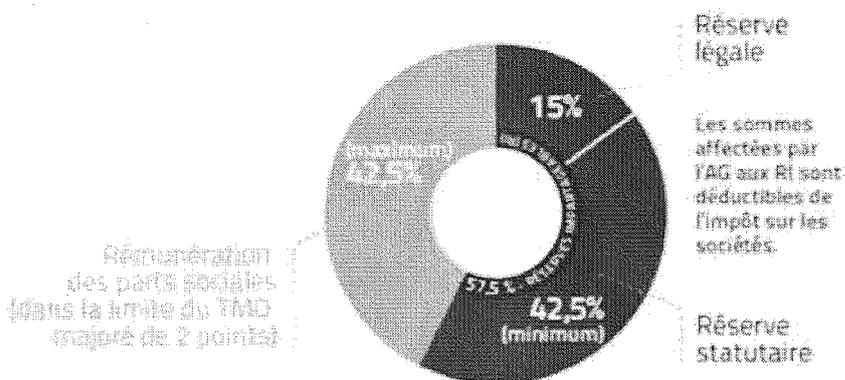
Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes un mois au moins avant la date de convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle. Ils sont présentés à cette assemblée en même temps que les rapports du Président et des commissaires aux comptes.

Jusqu'au cinquième jour inclus avant l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, le sociétaire peut demander que les mêmes documents lui soient adressés.

Article 28 : Excédents et dividendes

Les excédents sont constitués par les produits de l'exercice majorés des produits exceptionnels et sur exercices antérieurs et diminués des frais, charges, amortissements, provisions et impôts afférents au même exercice, ainsi que des pertes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs et des reports déficitaires antérieurs. (Voir aussi sous-article 22.3)

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des sociétaires est tenue de respecter la règle suivante :



- en réserve légale 15 % de ses résultats sont affectés à la réserve légale (art 16, 2eme alinéa de la loi du 10 septembre 1947) jusqu'à ce que le montant de cette réserve soit au moins équivalente au montant du capital social actualisé. ;
- en réserve statutaire, une fois la réserve légale dotée, au moins 50 % du solde, à une réserve statutaire (loi sur les SCIC - article 19 nonies de la loi du 10 septembre 1947) ;
- soit au total 57.5% au minimum des résultats.

Les subventions, encouragements et autres moyens financiers versés à la société par les collectivités publiques, leurs groupements et les associations peuvent être affectés au montant de réserves légale et statutaire.

Un intérêt aux parts sociales peut être distribué aux sociétaires, si le montant est voté par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et qu'il n'exécède pas les sommes disponibles après dotations aux réserves légale et statutaire.

Pour la détermination du plafond du taux d'intérêt à servir, la période de référence utilisée pour le calcul du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées (TMOP) est celle des trois années civiles précédant la date de leur Assemblée Générale Ordinaire Annuelle. Le TMOP à appliquer est celui correspondant à la moyenne des trois dernières années civiles majoré de deux points. Ce mode de calcul est soumis à la réglementation des SCIC à la date des présents statuts.

Les subventions, encouragements et autres moyens financiers versés à la société par les collectivités publiques, leurs groupements et les associations ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'intérêt versé aux parts sociales et, le cas échéant, des avantages et intérêts servis en application de la loi 47-1775 modifiée par la loi 2001-624 article 19 nonies.

Les parts sociales ouvrant droit à rémunération sont celles qui existent au jour de la clôture de l'exercice. (Cf.22.3)

Le versement des intérêts aux parts sociales a lieu au plus tard neuf mois après la clôture de l'exercice, au plus tôt après l'Assemblée générale ordinaire annuelle et son vote d'attribution des résultats.

Article 29 : Impartageabilité des réserves

Quelle que soit leur origine ou leur dénomination, les réserves légales et statutaires ne peuvent pas être incorporées au capital et donner lieu à la création de nouvelles parts ou à l'élévation de la valeur nominale des parts, ni être distribuées, directement ou indirectement, au cours de la vie de la coopérative ou à son terme, aux sociétaires ou employés de celle-ci ou à leurs héritiers et ayants droit. (En référence au sous-article 22.3)

TITRE VII DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATION

Article 30 : Perte de la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net devient inférieur à la moitié du capital social, l'Assemblée Générale Extraordinaire doit être convoquée à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la coopérative ou d'en poursuivre l'activité. La résolution de l'Assemblée fait l'objet d'une publicité.

Article 31 : Expiration de la coopérative – Dissolution

A l'expiration de la coopérative, si la prorogation n'est pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale Extraordinaire règle la liquidation conformément à la loi et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus.

Après l'extinction du passif et paiement des frais de liquidation et, s'il y a lieu, des répartitions différées, les sociétaires n'ont droit qu'au remboursement de la valeur résiduelle de leurs parts.

La valeur résiduelle des parts est la valeur nominale initiale, sous déduction de l'ensemble des dettes et frais de liquidation de la société.

Le boni de liquidation sera attribué par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire soit à d'autres coopératives ou unions de coopératives, soit à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

Article 32 : Arbitrage

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de la vie de la coopérative ou de sa liquidation, soit entre les sociétaires ou anciens sociétaires et la coopérative, soit entre les sociétaires ou anciens sociétaires eux-mêmes, soit entre la coopérative et une autre société coopérative d'intérêt collectif ou de production, au sujet des affaires sociales, notamment de l'application des présents statuts et tout ce qui en découle, ainsi qu'au sujet de toutes affaires traitées entre la coopérative et ses sociétaires ou anciens sociétaires ou une autre coopérative, seront soumises à l'arbitrage de la commission d'arbitrage de la CG Scop, sous réserve de l'adhésion de la société à la Confédération Générale des Scop.

Les sentences arbitrales sont exécutoires, sauf appel devant la juridiction compétente.

Pour l'application du présent article, tout sociétaire doit faire élection de domicile dans le département du siège et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur Le Procureur de la République, près le tribunal de grande instance du siège de la coopérative.

TITRE IX

ACTES ANTERIEURS A L'IMMATRICULATION

IMMATRICULATION – NOMINATION DES PREMIERS ORGANES

Article 33 : Immatriculation

La société jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Article 34 : Mandat pour les actes à accomplir pour le compte de la société en cours d'immatriculation

Dès à présent, les soussignés décident la réalisation immédiate, pour le compte de la société, de différents actes et engagements. A cet effet, tout pouvoir est expressément donné à Monsieur Aurélien Mary, Président, à l'effet de réaliser lesdits actes et engagements jusqu'à la date de l'immatriculation de la société. Ils seront repris par la société dès son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés et seront considérés comme ayant été accomplis par elle depuis leur origine. Les pouvoirs à cet effet font l'objet d'une annexe aux présentes.

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Aurélien Mary, Président, pour procéder aux formalités de dépôt et publicité requises pour l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

Article 35 : Frais et droits

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites incomberont conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

A compter de son immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution d'excédents, et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Article 36 : Nomination des premiers membres de l'organe de gouvernance

Sont désignés comme premiers membres du Conseil Coopératif :

Brun Arnaud, Cavanne Eric, Cavanne Françoise, Grastilleur Jean-Michel, Léculier Jean-Marc, Mary Aurélien, Mary Elisabeth, Ouaida Bassam, Pages Jessica, Ray Marie-Céline, Rodet Loïc, Zanni Philippe.

Exceptionnellement, leur premier mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en 2021.

Parmi eux, est désigné Président de la société :
Monsieur Aurélien Mary

Parmi eux, est désigné Vice-Président de la société :
Monsieur Eric Cavanne.

Les premiers statuts ont été adoptés le 19 juin 2020 par :

Mme Benacchio Chantal, Mr Brun Arnaud, Mr Cavanne Eric, Mme Cavanne Françoise, Mr
Grastilleur Jean-Michel, Mr Léculier Jean-Marc, Mme Léculier Madeleine, Mr Mary Aurélien,
Mme Mary Elisabeth, Mr Ouaida Bassam, Mme Pages Jessica, Mme Ray Marie-Céline, Mr Rodet
Loïc, Mr Zanni Philippe,

L'Association ACERPA par son représentant légal, Président Mr Eric Cavanne

L'Association La Rénoverie par son représentant légal, Président Mr Rémi Mourier

Société Zest, par son représentant légal, Directeur général Mr Brunet Jean-Pierre.

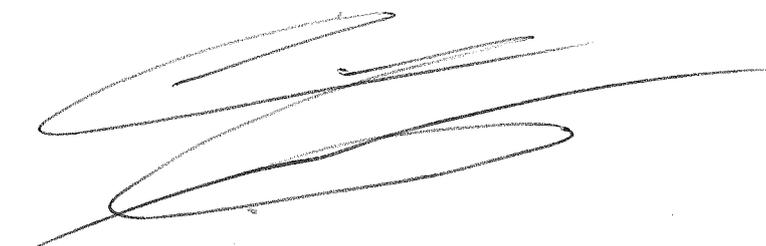
Une modification statutaire a été adoptée par les sociétaires réunis en assemblée générale
extraordinaire le 31 mars 2023.

L'assemblée mandate le président et le vice-président du conseil coopératif pour la signature des
nouveaux statuts.

Fait à ~~Arbiscieux~~ ~~en Bourgogne~~ le 31/03/2023 en 2 originaux

Signature des mandatés

Aurélien Mary, Président


Eric CAVANNE, Vice Président


Annexe 1

Listes des communes du territoire couvert

La société Pl'Ain d'Énergie agira sur le territoire constitué par les communes des communautés de communes Plaine de l'Ain et Rives de l'Ain, Pays du Cerdon ainsi que les communes mentionnées ci-dessous situées en bordure immédiate de ces 2 communautés de communes, si ce territoire n'est pas couvert par un projet citoyen d'énergie renouvelable :

Code géographique	Libellé géographique	Libellé de l'EPCI / Métropole	Code géographique	Libellé géographique	Libellé de l'EPCI / Métropole
01056	Boyeux-Saint-Jérôme	CC Rives de l'Ain - Pays du Cerdon	01202	Lagnieu	CC de la Plaine de l'Ain
01068	Cerdon	CC Rives de l'Ain - Pays du Cerdon	01213	Leyment	CC de la Plaine de l'Ain
01199	Jujurieux	CC Rives de l'Ain - Pays du Cerdon	01216	Lhuis	CC de la Plaine de l'Ain
01200	Labalme	CC Rives de l'Ain - Pays du Cerdon	01219	Lompnas	CC de la Plaine de l'Ain
01242	Mérignat	CC Rives de l'Ain - Pays du Cerdon	01224	Loyettes	CC de la Plaine de l'Ain
01273	Neuville-sur-Ain	CC Rives de l'Ain - Pays du Cerdon	01244	Meximieux	CC de la Plaine de l'Ain
01303	Poncin	CC Rives de l'Ain - Pays du Cerdon	01255	Montagnieu	CC de la Plaine de l'Ain
01304	Pont-d'Ain	CC Rives de l'Ain - Pays du Cerdon	01260	Le Montellier	CC de la Plaine de l'Ain
01314	Priay	CC Rives de l'Ain - Pays du Cerdon	01277	Nivollet-Montgriffon	CC de la Plaine de l'Ain
01331	Saint-Alban	CC Rives de l'Ain - Pays du Cerdon	01279	Oncieu	CC de la Plaine de l'Ain
01363	Saint-Jean-le-Vieux	CC Rives de l'Ain - Pays du Cerdon	01280	Ordonnaz	CC de la Plaine de l'Ain
01404	Serrières-sur-Ain	CC Rives de l'Ain - Pays du Cerdon	01290	Péruges	CC de la Plaine de l'Ain
01430	Varambon	CC Rives de l'Ain - Pays du Cerdon	01325	Rignieux-le-Franc	CC de la Plaine de l'Ain
01002	L'Abergement-de-Varey	CC de la Plaine de l'Ain	01345	Saint-Denis-en-Bugey	CC de la Plaine de l'Ain
01004	Ambérieu-en-Bugey	CC de la Plaine de l'Ain	01349	Saint-Éloi	CC de la Plaine de l'Ain
01007	Ambronay	CC de la Plaine de l'Ain	01361	Saint-Jean-de-Niost	CC de la Plaine de l'Ain
01008	Ambutrix	CC de la Plaine de l'Ain	01366	Sainte-Julie	CC de la Plaine de l'Ain
01013	Arandas	CC de la Plaine de l'Ain	01378	Saint-Maurice-de-Gourdans	CC de la Plaine de l'Ain
01017	Argis	CC de la Plaine de l'Ain	01379	Saint-Maurice-de-Rémens	CC de la Plaine de l'Ain
01037	Bénonces	CC de la Plaine de l'Ain	01384	Saint-Rambert-en-Bugey	CC de la Plaine de l'Ain
01041	Bettant	CC de la Plaine de l'Ain	01386	Saint-Sorlin-en-Bugey	CC de la Plaine de l'Ain
01047	Blyes	CC de la Plaine de l'Ain	01390	Saint-Vulbas	CC de la Plaine de l'Ain
01054	Bourg-Saint-Christophe	CC de la Plaine de l'Ain	01396	Sault-Brénaz	CC de la Plaine de l'Ain
01064	Briord	CC de la Plaine de l'Ain	01400	Seillonnaz	CC de la Plaine de l'Ain
01089	Château-Gaillard	CC de la Plaine de l'Ain	01403	Serrières-de-Briord	CC de la Plaine de l'Ain
01107	Cleyzieu	CC de la Plaine de l'Ain	01411	Souclin	CC de la Plaine de l'Ain
01111	Conand	CC de la Plaine de l'Ain	01416	Tenay	CC de la Plaine de l'Ain
01149	Douvres	CC de la Plaine de l'Ain	01421	Torcieu	CC de la Plaine de l'Ain
01156	Faramans	CC de la Plaine de l'Ain	01431	Vaux-en-Bugey	CC de la Plaine de l'Ain
01190	Innimond	CC de la Plaine de l'Ain	01444	Villebois	CC de la Plaine de l'Ain
01198	Joyeux	CC de la Plaine de l'Ain	01450	Villieu-Loyes-Mollon	CC de la Plaine de l'Ain

Annexe 2

Règlement intérieur :

Visioconférence (L. 225-37 du Code de commerce) :

Les visioconférenciers doivent se connecter 15mn au moins avant le début de l'assemblée et se faire enregistrer sur la feuille d'émargement par le secrétaire de séance sous l'appellation "visio" en lieu et place de la signature.

Il n'est pas possible de participer à un vote par visioconférence lorsque le scrutin est effectué à bulletin secret ni pour l'arrêté des comptes sociaux et consolidés et l'établissement des rapports de gestions sociaux et consolidés (L.225-37, al 3).

En cas de rupture de flux d'image ou de son, le visioconférencier devra appeler par téléphone le secrétaire de séance participant ainsi à une conférence téléphonique. Un numéro de téléphone sera indiqué à l'avance par le conseil coopératif, il pourra aussi par ce moyen de conférence téléphonique, indiquer son vote.

Le procès-verbal de la séance doit mentionner le nom des sociétaires présents physiquement ou par des moyens électroniques, excusés ou absents, ainsi que la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à une visioconférence ou à une télécommunication lorsqu'il a perturbé le déroulement de la séance (c.com., art. R. 225-23).